

# Les évolutions en cours de l'intercommunalité à fiscalité propre

**Assemblée générale des maires de Haute  
Savoie le 10/11/2012**

**Christine Brémont**

# Réforme des collectivités territoriales du 16/12/2010 et intercommunalité



## L'histoire de ce texte

### La loi a prévu

**La réalisation d'un Schéma départemental de coopération intercommunale en 2011 avec plusieurs objectifs concernant les communes isolées et les périmètres des communautés ( agrandissement ,fusion) ,la réduction du nombre de syndicats..**

**La création de nouveaux outils: métropoles, pôles métropolitains, communes nouvelles,**

**Un renforcement des mutualisations**

**Un nouveau mode d'élection des conseillers communautaires avec un système de fléchage**

# EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2012



# Bilan de l'intercommunalité au 01/01/2012



	1999	2012
1890 - SIVU	14 885	10184
1959 - SIVOM	2 165	1345
1955 - Syndicats mixtes	1 454	3258
Total syndicats	18 504	14787
1959 - Districts	305	
1966 - Communautés urbaines	12	15
1970 - SAN	9	5
1992 - Communautés de communes	1 347	2358
1992 - Communautés de villes	5	
1999 - Communautés d'agglo.		202
2010 – Métropoles		1
Total structures à fiscalité propre	1 678	2 581

EPCI à fiscalité propre	Population	Nombre de communes
<b>TOTAL</b> Nombre de communes « isolées »	<b>59 320 637</b>	<b>35 303</b> <b>1 377</b>

# Evolution des catégories de « collectivités »



## Avant

- Communes
- Syndicats de communes
- Syndicats mixtes
- Communautés de communes
- Communautés d'agglomération  
+ 50 000 h
- Communautés urbaines +500 000h
- Département
- Région

## Après la réforme

- Communes dont les  
**communes nouvelles**
- Syndicats de communes
- Syndicats mixtes dont **les pôles  
métropolitains**
- Communautés de communes
- Communautés d'agglomération : +30 000h  
et chef lieu de département
- Communautés urbaines +450 000h
- Métropoles : +500 000 h**
- Département
- Région

# Les catégories d'EPCI à fiscalité propre depuis le 16/12/2010



**Communautés de communes**  
(- 3.500 habitants)

**Communautés de communes**  
(de 3.500 à 50.000 habitants)

**Communautés d'agglomération**  
(+ 50.000 habitants ou + 30 000 si chef lieu du département)

**Communautés urbaines**  
(+ 450.000 habitants)

**Métropoles**  
( + 500 000 habitants)

**Syndicats d'agglomération nouvelle**

# Principales modifications apportées par la loi Pélissard/Sueur du 29 février 2012



**Dans les 34 départements sans schémas adoptés au 31/12/2011 obligation pour le préfet de consulter la CDCI**

**Les îles mono communales peuvent rester isolées**

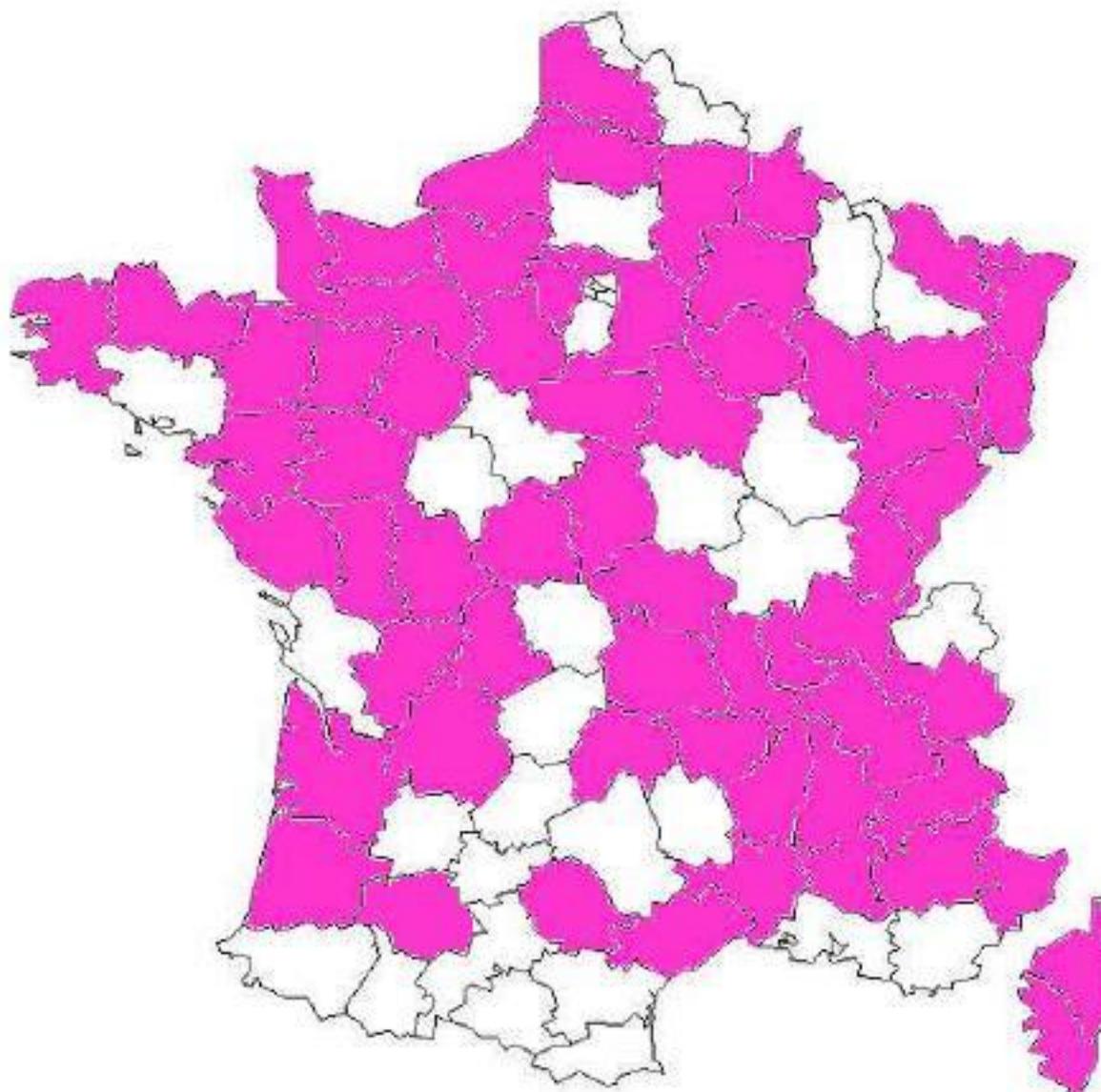
**Non application des règles concernant la nouvelle composition des conseils communautaires d'ici 2014 sauf en cas de création de communauté.**

**Possibilité de créer des syndicats pour les compétences scolaires, petite enfance ou action sociale non reprises en cas de fusion de communautés**

**2 ans pour régler le sort des compétences « supplémentaires » dans le cas de fusion et possibilité « d'exercice territorialisé » de ces compétences**

**Délai de révision des SDCI avancé à 2015**

# Schémas adoptés au 31/12/2011



Source :  
AdCF, 2012

# Procédure fusion sans SDCI adopté au 31/12/2011



Le préfet peut choisir soit :

Procédure  
dérogatoire article 60

- le préfet peut prendre un arrêté de périmètre
- Délibération des communes : 1/2 des conseils représentant 1/2 population totale
- accord commune représentant au moins 1/3 population totale
- avis simple des EPCI
- Consultation obligatoire de la CDCI

Procédure droit  
commun

- **Initiative des communes et groupements sur le périmètre**
- Délibération des communes : 2/3 des conseils représentant 1/2 population, ou l'inverse
- Et accord d'au moins 1/3 des conseils de chaque EPCI qui fusionne
- avis simple des EPCI

Arrêté de fusion

# Concentrer les moyens financiers et humains



**la fiscalité** : augmentation des impôts communautaires avec baisse des taux communaux mouvement amorcé (300 communautés (soit 12%) ont des taux supérieurs à leurs communes et un CIF supérieur à 50%.)

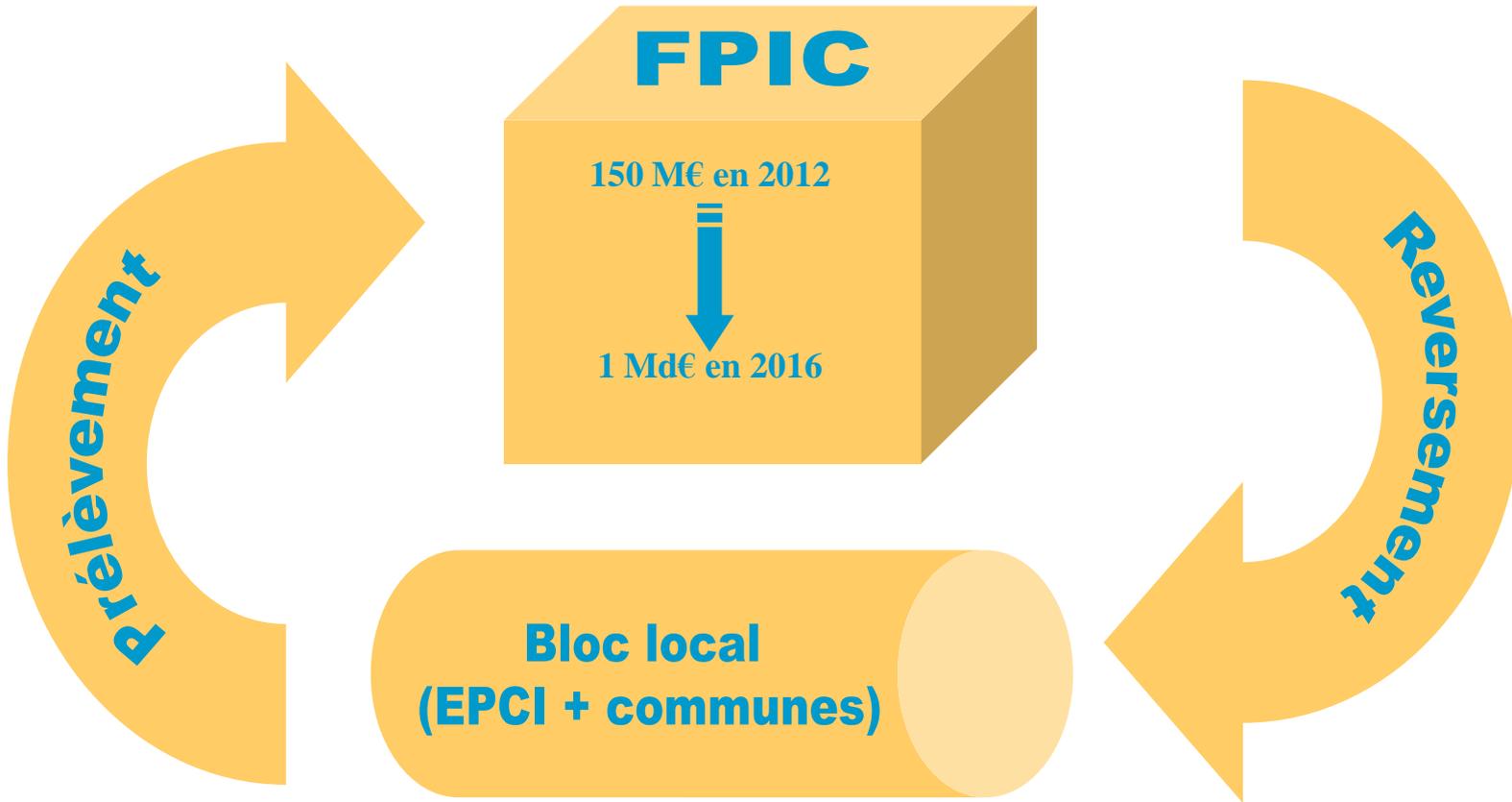
L'unification possible des taux de taxe d'habitation et de foncier au niveau communautaire

**La péréquation horizontale (FPIC)** créée en 2012 se calcule au niveau intercommunal

De nouveaux **outils de mutualisations** des services, moyens et personnels depuis 2010

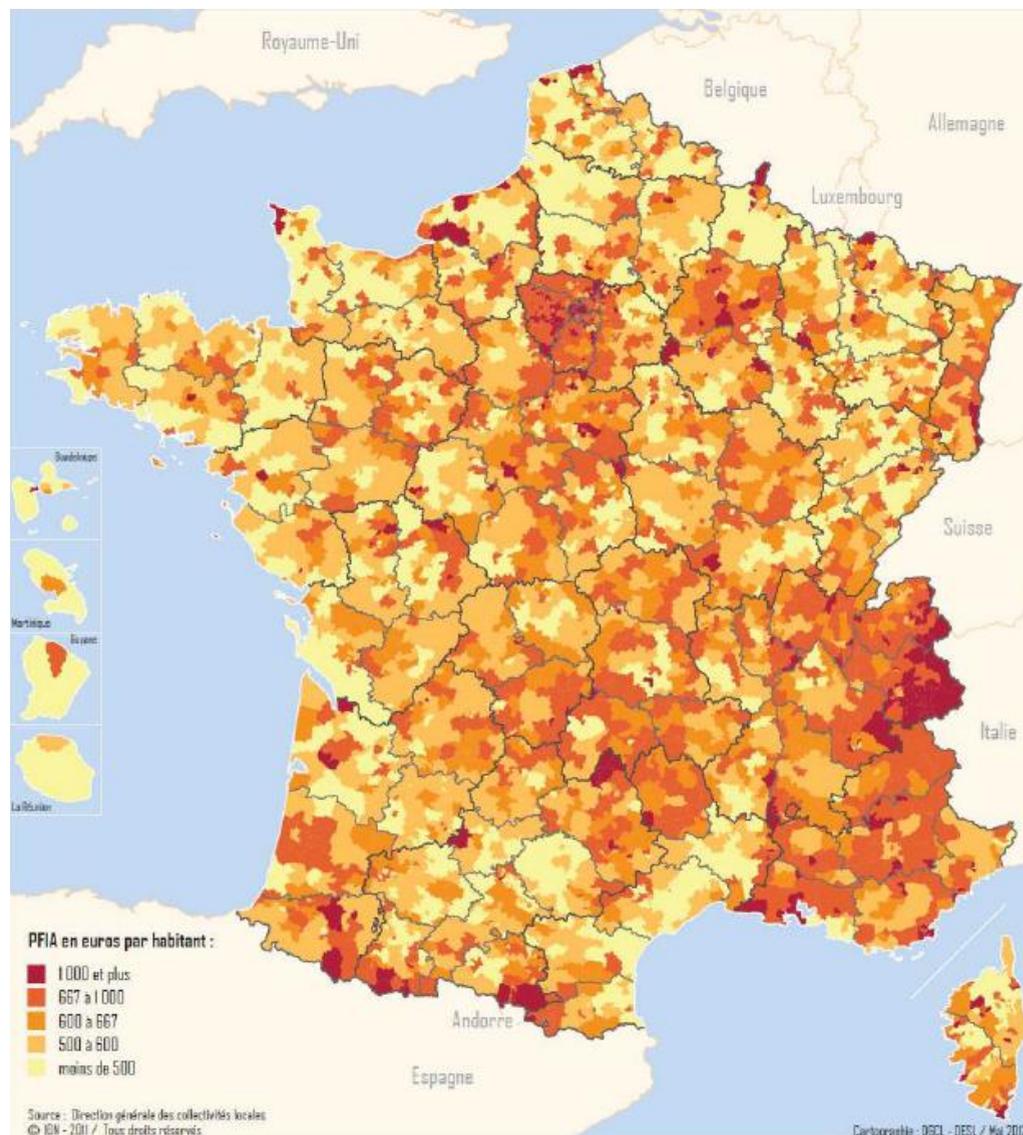
Ce qui permet de **concentrer les compétences , les actions , et les grosses maitrises d'ouvrage** au niveau intercommunal

# Principe du FPIC

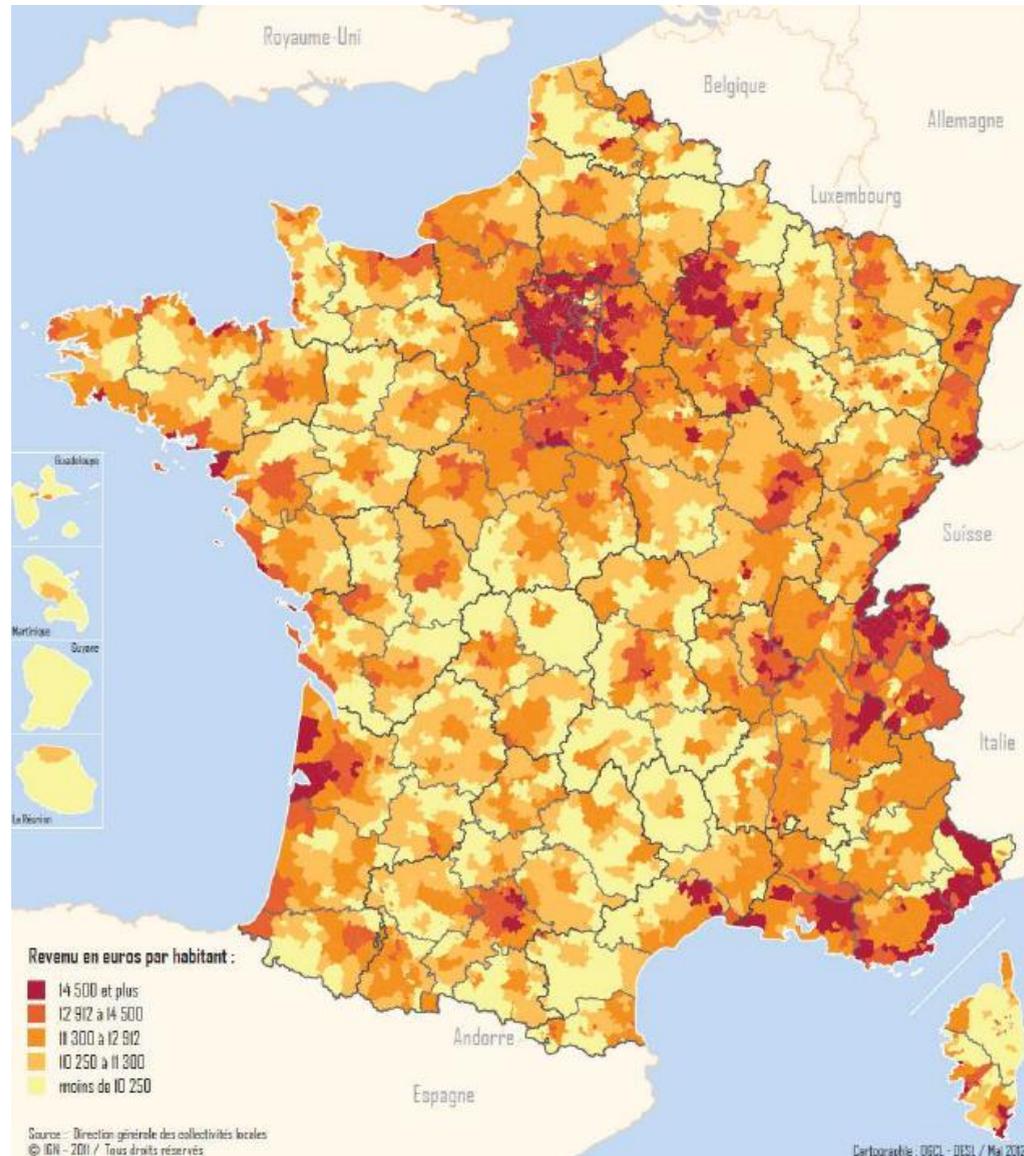


Un ensemble intercommunal peut être contributeur et bénéficiaire

# Potentiel financier intercommunal agrégé PFIA/habitant (population DGF)



# Revenu/habitant (population INSEE)



**Prise de conscience** de la situation économique et financière nationale et des répercussions sur leurs budgets et sur les contribuables locaux qui se traduit par

\_ **Des nouveaux transferts de compétences** aux communautés

\_ **Une recherche de rationalisation des coûts:** mutualisations des services, rapatriements des services en régie directe pour suivre les coûts et les tarifs, valorisation des bases, recherche des économies dans le fonctionnement énergétique ( chauffage , électricité, assurances , déplacements , matériaux etc..)

\_ **Une volonté de contrôler l'augmentation** des taux des taxes et tarifs des services

- **La définition de pactes fiscaux** entre la communauté et ses communes

\_ **Une recherche d'autres modes d'organisation et de financements** notamment associant les privés (SPL, PPP, épargne locale..)

**Rôle central du schéma départemental de coopération intercommunale et de la CDCI recomposée et renforcée**

**Des périmètres des communautés s'agrandissent et se recomposent : 300 fusions programmées dans les SDCI**

**L'émergence des premières communes nouvelles**

**L'organisation des agglomérations en pôle métropolitain**

**Renforcement du « bloc local » (communes / communauté) en compétences, en moyens humains et financiers**

**Développement et renforcement des pratiques de mutualisation dont l'ingénierie**

**L'agrandissement des périmètres** peut se traduire dans un premier temps par une augmentation des charges (notamment en cas d'égalisation des services à tous les habitants du nouveau périmètre)

**Généralisation de la revalorisation des bases des locaux commerciaux** testée dans 5 départements

**Amélioration des modes de calcul de la CET** (cotisation minimum des professions libérales notamment)

**Renforcement de la péréquation** entre territoires (montée en puissance en 6 ans du FPIC) avec un ajustement des critères de calcul

**Gel des dotations de l'Etat** et réforme probable de la DGF

**La nécessaire révision des valeurs foncières** des logements pour une meilleure équité